

LE BAROMÈTRE DES AGRICULTURES FAMILIALES 2018



C'est **en soutenant** les agricultures familiales
que l'on arrivera à **nourrir le monde**,
tout en **luttant contre la pauvreté**
et en **respectant les limites de la planète**

« Nourrir le monde en 2050 »,
avec **les agricultures
familiales**
7-12



Face aux **limites
de la planète**
13-16

Quelles politiques publiques pour
soutenir la transition
agroécologique?
17-23



La réalisation de ce baromètre est une collaboration entre les ONG SOS Faim, Îles de Paix et Autre Terre.

Rédacteurs en chef: Pierre Coopman et François Grenade | Ont collaboré: Agroecology in Action, Laurent Biot, Eloïse De Keyser, Patrice Debry, David Gabriel, Olivier Genard, François Graas, Annabelle Guegen, Marc Mees, Sébastien Mercado, Dominique Morel, Nancy Snauwaert, Patrick Veillard | Réalisation - infographes: Studio Marmelade | Impression: Van Ruys Printing
Photos: © Îles de Paix, Shutterstock/ Fotokostic, SOS Faim.

Tous droits de reproduction réservés | Imprimé sur papier recyclé.

Editeur Responsable: Laurence Albert, rue du Marché, 37, 4500 Huy.

Vos commentaires sur ce baromètre: www.ilesdepaix.org/barometreevaluation

Baromètre en ligne: <https://www.sosfaim.be/barometre-agricultures-familiales/>

Avec le soutien de la Direction générale de la coopération au développement (DGD)



| INTRODUCTION |

Les agricultures familiales sont les formes d'agricultures les plus répandues à travers le monde. Loin d'être passivistes, elles s'adaptent et répondent aux évolutions de l'environnement. Le Baromètre qui leur est consacré par SOS Faim, Îles de Paix et Autre Terre analyse les enjeux actuels qui les façonnent et les transforment. Cette publication évalue comment les tendances globales bénéficient ou nuisent aux agricultures familiales.

Reconnaître l'importance mondiale des agricultures familiales

Les études scientifiques les plus récentes (2014/2015) sur les agricultures familiales admettent toutes que là où elles furent un temps vues comme la source des problèmes, les agricultures familiales doivent aujourd'hui de plus en plus être considérées comme le moyen d'en sortir.

Car il est largement temps de sortir de l'impasse... Sur une population mondiale de 7,6 milliards, la sous-alimentation touche 821 millions de personnes. Les carences alimentaires touchent plus de 2 milliards de personnes. Au moins 2 milliards de personnes sont en surpoids, dont 650 millions souffrent d'obésité.

Certains experts jugent que les résultats des études scientifiques menées en 2014 et en 2015 (voir encadré page 5) sont imprécises en raison de leur définition très large des agricultures familiales. Pour entrer en ligne de compte, les exploitations agricoles doivent être gérées par un individu ou une famille et recourir principalement à de la main-d'œuvre qui provient de l'exploitation elle-même. Or, beaucoup de grandes voire très grandes fermes appartiennent à des familles et

sont exploitées par la famille. L'Uruguay, par exemple, considère de ce fait comme familiales des fermes exploitant jusqu'à 500 hectares.

En 2014, la FAO (l'organisation des Nations unies pour l'alimentation) a également proposé une analyse mettant en parallèle la taille des ex-

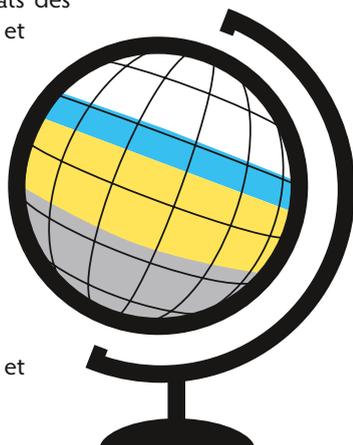
Sur une population mondiale de 7,6 milliards*

821 millions de personnes
sont sous-alimentées

Plus de 2 milliards
souffrent de carences alimentaires

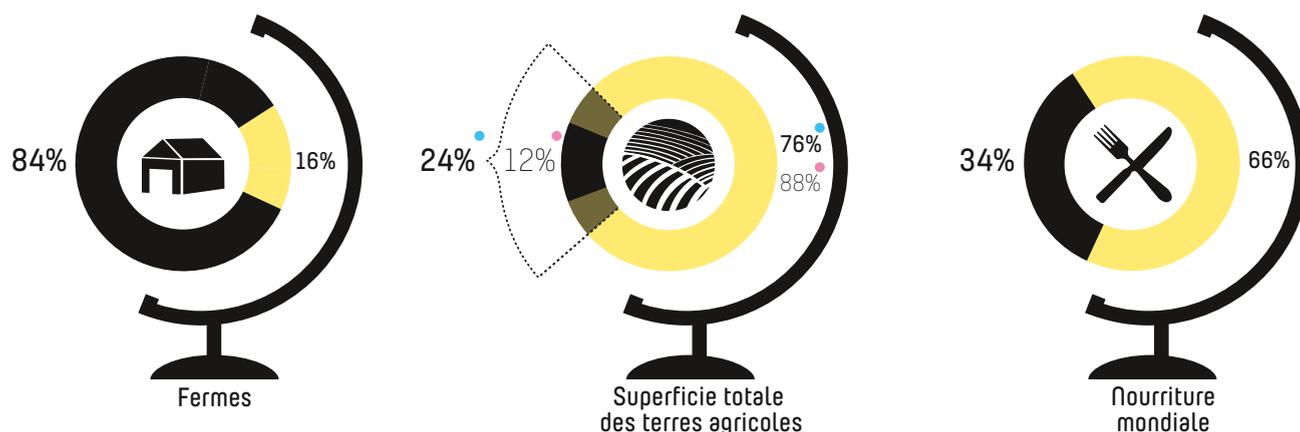
2 milliards
sont en surpoids,
dont 650 millions souffrent d'obésité

* Comme les carences en nutriments touchent les personnes qui peuvent également être sous-alimentées ou en surpoids, environ la moitié de la population humaine est affectée par des problèmes de malnutrition.



Les fermes \leq à 2 hectares sont majoritaires [84%].
Elles produisent 34% de la nourriture mondiale*

■ Fermes \leq à 2 hectares
■ Fermes de + de 2 hectares



● Selon les sources & les méthodologies de récolte de données FAO (2014)

● Selon les sources & les méthodologies de récolte de données *How much of the world's food do smallholders produce?* (2018)

* 34 % selon l'étude de 2018

exploitations et les quantités de terres dont elles disposent. Ces deux critères, s'ils ne disent pas tout des aspects complexes des agricultures familiales, sont néanmoins bien plus objectifs à observer.

À l'échelle mondiale, les exploitations égales ou inférieures à 2 hectares représentent 84% de toutes les exploitations mais ne couvrent que 12% de la superficie totale des terres agricoles. Les fermes de plus de 2 hectares représentent 16% de toutes les exploitations et couvrent 88% des terres... Plus en détails: seulement 1% de toutes les exploitations font plus de 50 hectares mais, bien qu'en petit nombre, s'adjugent 65% des terres agricoles mondiales. Et, répétons-le, certaines de ces exploitations sont assimilées, aussi surprenant que cela paraisse, à des agricultures familiales.

Des agricultures productives

Pour sortir de l'impasse de la définition très large des agricultures familiales dans les études scientifiques de 2014 et de 2015, une étude l'University of British Columbia, Canada, parue en 2018,

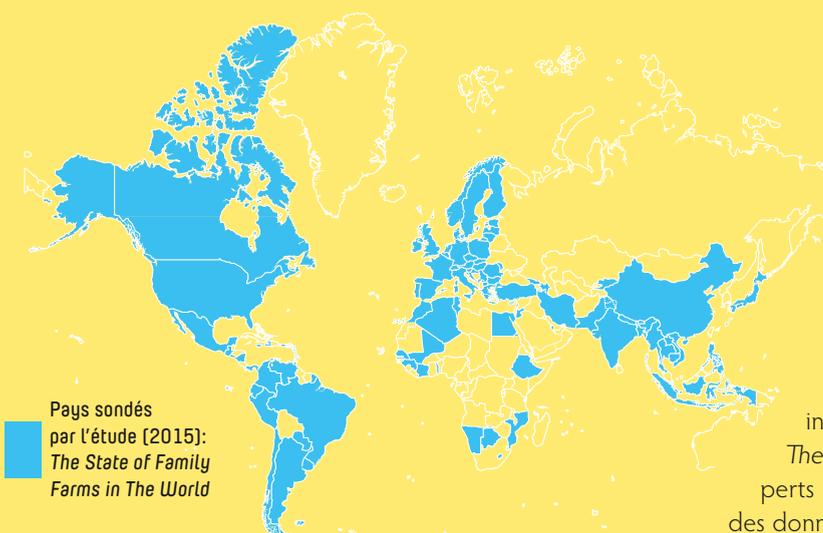
intitulée *How much of the world's food do smallholders produce?* a plutôt centré ses recherches sur les niveaux de production par récoltes et par taille des exploitations. L'étude utilise les recensements agricoles des 55 pays ou régions ayant fourni leurs données sur des périodes allant de 2001 à 2015.

Selon les estimations, les fermes de moins de 2 hectares produisent de 28 à 31% de l'ensemble des récoltes mondiales et de 30 à 34% de la nourriture mondiale sur 24% de la surface agricole mondiale. Les fermes en dessous de 2 hectares consacrent une plus grande partie de leur production à la nourriture et ont une plus grande diversité de récoltes. Les fermes dépassant les 1000 hectares ont les plus grandes proportions de pertes après les récoltes.

L'étude de 2018, en choisissant une autre méthode orientée sur le lien entre production et taille de l'exploitation, confirme que les agricultures familiales sur petites surfaces produisent une plus grande part de la nourriture mondiale que la part de terre qui leur est attribuée. Il s'agit donc d'agricultures productives. De plus, dans un monde où la faim est bien plus liée à la

Des réalités complexes et diversifiées

Dans 105 pays, les fermes familiales représentent 98% des fermes existantes



La diversité des agricultures mondiales est à l'origine de la difficulté de cerner de manière précise et quantitative les réalités et la diversité des agricultures familiales. Pour établir des statistiques sur les agricultures familiales, la FAO est souvent obligée de s'en remettre aux données récoltées par les États et aux définitions des agricultures familiales formulées par les États eux-mêmes. Ces définitions peuvent varier, le Brésil, par exemple, n'ayant pas la même conception de ce qu'est la surface d'une exploitation familiale que le Sénégal. Les notions d'appartenance à une famille, une commu-

nauté ou une identité paysanne sont tout aussi variables et complexes en fonction des régions, des pays et des cultures.

Lorsqu'en 2014 la FAO communique qu'il y a 513 millions d'exploitations agricoles familiales dans le monde produisant 80% de la nourriture mondiale, il s'agit d'une estimation fondée sur les données de 30 pays (sur 193 États membres des Nations unies) que la FAO a jugé suffisamment fiables pour en déduire quelques grands agrégats. En 2015, une seconde étude intitulée *The State of Family Farms In The World*, réalisée par un panel d'experts internationaux, a élargi la collecte des données nationales à 105 pays et est ainsi parvenue à analyser les modes de production de 85% de l'alimentation mondiale. Cependant, seuls 14 pays d'Afrique ont fourni des données fiables. Les estimations de 2015 ont néanmoins confirmé l'importance des agricultures familiales: les fermes familiales, toutes surfaces confondues, représenteraient 98% des fermes et produiraient au moins 53% de la nourriture mondiale. Cette seconde étude considère qu'il existe approximativement 475 millions de fermes familiales sur 483 millions de fermes. C'est moins que les estimations de 2014 qui parlaient de 513 millions de fermes familiales sur 570 millions de fermes au total, mais dans l'ensemble, l'importance des agricultures familiales et la nécessité de sa promotion pour parvenir à nourrir durablement le monde sont confirmées.

pauvreté qu'au déficit de production, ces agricultures à petite échelle nourrissent ou tentent de nourrir les 470 millions de familles qui en dépendent. Paradoxalement, les deux tiers de personnes qui souffrent de la faim sont pourtant des paysans. Leur potentiel est donc une réalité de première importance pour réaliser les Objectifs de développement durable (ODD) liés à l'élimination de la faim et à la sécurité alimentaire.

La question du financement. Des miettes pour les agricultures familiales ?

Si les capacités et l'importance des agricultures familiales sont reconnues, la question de leur financement reste complexe et encore largement sous-documentée. On sait que la réalité est paradoxale: plus les pays sont riches et plus

ils tendent à soutenir leurs agriculteurs. Qu'en est-il, par exemple, du soutien aux agricultures familiales pour les pays rangés par les Nations unies dans le groupe dit des PMA (pays les moins avancés), dont les économies sont fortement ancrées dans l'agriculture, pratiquée sur des surfaces de moins de 15 hectares? Leurs politiques agricoles dépendent quasi exclusivement des dotations des pays riches. En se rapportant aux statistiques de l'OCDE (une organisation internationale qui regroupe la majorité des pays riches occidentaux) de 1997 à 2016, on constate que les pays membres

Que reste-t-il pour les producteurs familiaux? Le financement de quelques intrants? Des réductions de taux d'intérêt pour de petits investissements? Quasiment rien en regard des besoins énormes qui sont requis pour affronter, comme nous le verrons dans ce baromètre, le défi de la transformation des agricultures familiales.

A fortiori, ainsi que le constate l'article consacré aux politiques publiques (voir page 17), on peut compter sur ses doigts les gouvernements qui soutiennent actuellement la transition agroécologique.

Investissements dans le secteur agricole sur 20 ans [1997-2016]

Les investissements dans l'agriculture sont nécessaires dans tous les pays mais trop bas dans les pays pauvres dépendants de l'aide

5 500 milliards \$ investis dans leur agriculture



Pays riches (OCDE)

1 931 milliards \$ investis dans leur agriculture



Pays émergents

116 milliards \$ reçus de l'OCDE pour le développement de leur agriculture



Pays pauvres (dits pays du groupe PMA)

de l'OCDE ont accordé 116 milliards de dollars US aux secteurs agricoles des PMA, alors que durant la même période de vingt ans, ces pays investissaient dans leurs propres agricultures à hauteur de 5 500 milliards de dollars US. De surcroît, il est difficile voire impossible de déterminer ce qui dans ces 116 milliards a réellement soutenu les agricultures familiales. Sachant que la majorité des populations actives des PMA est concentrée dans le secteur agricole et a continué à vivre sous le seuil de pauvreté, on s'imagine facilement la faiblesse des appuis qui ont été accordés aux agricultures familiales de ces pays...

Au-delà de savoir combien il faut investir, c'est surtout la manière qui est importante dans le financement de l'agriculture. Comment faire en sorte que les productions agricoles soient dirigées vers l'alimentation humaine (voir page 7)? Comment gérer l'empreinte environnementale de l'activité agricole (page 13)? Comment repenser les modèles agricoles alimentaires et soutenir les agricultures familiales dans leur adaptation et leur transition vers une production durable? ◆

Rédaction : Pierre Coopman

Comment nourrir le monde en 2050 ? Cette question légitime est devenue le centre de la réflexion et du débat public sur la sécurité alimentaire. Mais est-il possible d'envisager le futur de l'alimentation et de l'agriculture à travers un autre filtre ? L'augmentation de la production est-elle le défi fondamental du système alimentaire ?

« Nourrir le monde en 2050 », avec les agricultures familiales

Tout qui s'intéresse de près ou de loin à la faim dans le monde, au système alimentaire et à l'agriculture mondiale voit directement son attention focalisée sur une question : comment nourrir le monde en 2050 ? Comment assurer la sécurité alimentaire pour une planète qui abritera 9,7 milliards d'êtres humains ? Cette question, tel un mantra, est répétée et reprise en chœur par les chercheurs, les institutions internationales et les responsables politiques. Si la question est légitime, elle focalise cependant notre attention sur une partie de la réalité. Elle entraîne systématiquement des considérations liées à l'explosion démographique et appelle de manière subliminale une réponse productiviste : la priorité est à l'augmentation de la production et à l'amélioration des rendements.

Une question qui n'est pas neutre

Comment nourrir le monde en 2050 ? Cette question n'est pas neutre. Alors que les années 1990 et le début des années 2000 ont été caractérisés par un très faible intérêt pour le secteur agricole dans les espaces de décision internationaux, la crise alimentaire de 2008 a remis la sécurité alimentaire au cœur des agendas. Cette crise trouvait son origine dans une série de facteurs qui n'étaient en rien liés au manque de denrées alimentaires au niveau glo-

bal. La réponse internationale a pourtant immédiatement été centrée sur le besoin d'accroître la production mondiale, et le débat s'est rapidement orienté sur l'horizon 2050. Dès 2008, des appels ont été lancés pour doubler la production mondiale. Quelles sont les raisons qui ont amené le débat à prendre cette tournure ?

Selon Eve Fouilleux, Nicolas Bricas et Arlène Alpha¹, cette hégémonie du discours productiviste démontre les rapports de force au sein des institutions en charge de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Différents facteurs encouragent cette hégémonie : la prédominance des institutions agricoles et agronomiques (au détriment d'institutions chargées de la santé et des enjeux nutritionnels, de lutte contre la pauvreté ou d'accès aux droits par exemple) ; la puissance des acteurs privés et de leurs réseaux dans la gouvernance globale et leur capacité à influencer le débat ; et enfin les disparités de ressources entre les différentes catégories d'acteurs qui génèrent des différences dans le poids qui est accordé à leur parole.

Certains acteurs tiennent particulièrement ce discours. Ainsi, les multinationales, et particulièrement celles qui sont en amont de la production agricole (semences, engrais, produits phytosanitaires), ont un discours purement productiviste : elles mettent largement en avant, dans leur communication, la mission de nourrir le monde et s'annoncent comme la solution pour atteindre la sécurité alimentaire

Notes

1 Eve Fouilleux, Nicolas Bricas, Arlène Alpha (2017) « Feeding 9 billion people: global food security debates and the productionist trap » *Journal of European Public Policy*, 24:11, 1658-1677

dans le futur, elles promeuvent une approche purement technique loin de toute remise en cause du système. Ensuite, les initiatives internationales qui se sont saisies de la sécurité alimentaire (comme la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, initiée par le G8) et les grandes fondations mettent également l'accent sur l'augmentation de la production agricole. Derrière ces initiatives et fondations plane l'ombre des intérêts financiers du secteur agroalimentaire, elles développent donc sans surprise une approche productiviste et misent sur un rôle renforcé du secteur privé dans le développement agricole. Enfin, les syndicats agricoles occidentaux majoritaires usent également de ce paradigme productiviste : produire plus pour nourrir le monde est une stratégie qu'ils mettent régulièrement en avant pour défendre leurs intérêts.

Produire plus et respecter l'environnement, une équation possible ?

Les projections indiquent donc clairement une augmentation de la demande, comment pourrions-nous y faire face ? Entre 1963 et 2005, une augmentation importante de la production a été permise par l'incroyable augmentation des rendements des principales cultures. Cela n'a cependant pas suffi à combler la demande, et les surfaces cultivées ont augmenté de 30%.

La croissance des rendements futurs fait l'objet de débats, mais beaucoup s'accordent sur le fait que cette croissance va diminuer. L'augmentation de la demande alimentaire ne pourra donc

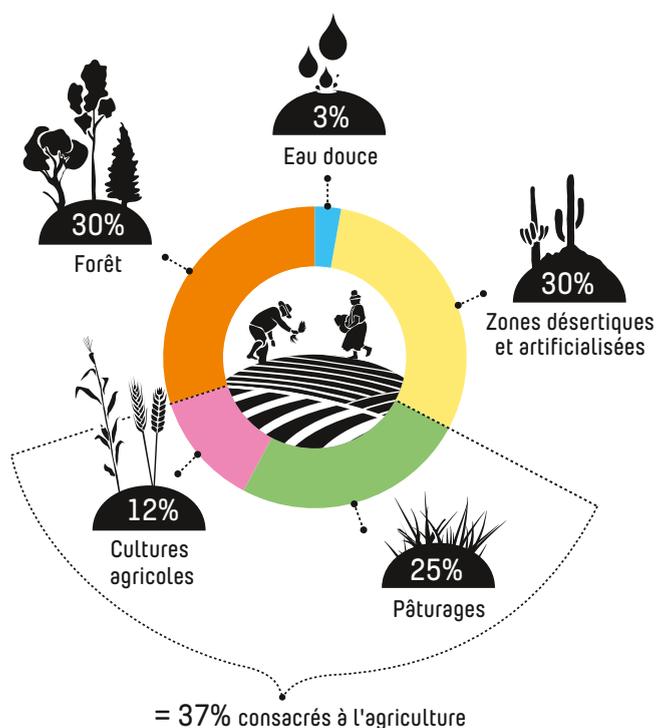
L'enjeu n'est pas uniquement démographique

Faudra-t-il produire plus de denrées en 2050 ? Les études les plus récentes estiment que la demande globale de produits agricoles va augmenter de 60 à 120%. Selon David Tilman², la demande devrait augmenter de 100% en calories et de 110% en protéines entre 2005 et 2050. Dans une nouvelle étude publiée en juillet 2018³, il est estimé qu'une augmentation calorique de 119% serait nécessaire dans un scénario de «business as usual». La FAO a quant à elle revu ses estimations à la baisse en 2012⁴ et prévoit une augmentation de 60% entre 2005/2007 et 2050.

L'augmentation de la démographie mondiale est évidemment un élément important de ces estimations, puisque nous serons entre 9 et 10 milliards à l'horizon 2050. Mais le développement socioéconomique, l'augmentation des revenus est également un facteur primordial. David Tilman identifie un lien régulier entre les revenus et la demande agricole : depuis 1960, la demande globale des produits agricoles a augmenté en fonction du revenu réel par habitant. Avec l'amélioration des revenus, les régimes alimentaires se transforment et deviennent plus riches (en calories, en alimentation animale) et plus gourmands en surface cultivée. En conclusion, si l'augmentation de la population est un facteur essentiel, elle n'est qu'une partie du problème : les changements de régime alimentaire sont également à prendre en compte.

Alors que **37%** des terres émergées sont consacrées à l'agriculture, les contraintes environnementales requièrent de restreindre l'expansion agricole

Répartition de la superficie terrestre émergée



Source : Sandrine Paillard et al., Agrimonde, 2010

qu'en partie être comblée par la croissance des rendements. Selon certaines études, l'expansion des terres agricoles pourrait ainsi se poursuivre dans les 40 prochaines années au même rythme que pendant les 40 dernières. Les contraintes environnementales (déforestation, perte de biodiversité, émissions de carbone) requièrent pourtant de restreindre au maximum l'expansion agricole. L'enjeu est dès lors d'augmenter la production sans augmenter les surfaces agricoles, tout en veillant à éviter les dégâts sociaux et environnementaux liés à l'intensification agricole et à la révolution verte. Est-il réellement possible de résoudre une telle équation ?

Dissocier l'enjeu de la sécurité alimentaire de celui de la production

Selon la FAO, 2 353 kcal par personne et par jour suffisent pour satisfaire les besoins alimentaires au niveau global. En réalité, cela fait plus de 30 ans, depuis 1981, que la disponibilité globale de nourriture par habitant excède les besoins, il y a donc aujourd'hui plus que ce qui est nécessaire pour nourrir les 7,6 milliards d'habitants de notre planète. Pourtant, la faim est toujours bien d'actualité. La malnutrition est aussi bien plus large que l'unique sous-alimentation, qui touche déjà 821 millions de personnes – pour la plupart agricultrices et agriculteurs. Ainsi, la faim cachée, c'est-à-dire les carences en nutriments, touche plus de 2 milliards de personnes. Enfin, au moins 2 milliards de personnes consomment trop de calories alimentaires. Comme les carences en nutriments touchent les personnes qui peuvent également être sous-alimentées ou en surpoids, environ la moitié de la population humaine est affectée par des problèmes de malnutrition.

En 1983, Amartya Sen démontrait que l'insécurité alimentaire était bien plus le résultat de la pauvreté, d'un manque d'accès à la terre et aux moyens de production que de pénuries d'aliments. En 1993, le secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali déclarait : « *Le monde produit maintenant suffisamment de nourriture pour se nourrir. Le problème n'est pas simplement technique, c'est un problème d'accès aux denrées, de distribution et de droit. Avant tout, c'est un problème de volonté politique* »⁵. La sécurité alimentaire est encore aujourd'hui bien plus un problème d'accessibilité aux aliments (donc de pauvreté), qu'un problème de disponibilité (donc de production). Les projections d'augmentation de la demande servent donc

aujourd'hui de justification pour intensifier la production sans remettre en question les causes systémiques de l'insécurité alimentaire, parmi lesquelles la pauvreté et les inégalités figurent en première ligne. La recherche scientifique est également orientée de manière prédominante vers l'augmentation de la productivité des cultures : ainsi, seuls 6% des publications relatives à la sécurité alimentaire durant les 25 dernières années ont traité du genre, de la justice et de l'équité.

L'intensification de la production agricole ne correspond pourtant pas systématiquement à une amélioration de la sécurité alimentaire, une récente étude⁶ semble même indiquer le

Il est possible d'assurer la sécurité alimentaire avec la production agricole actuelle

contraire : via l'analyse de 60 études d'impacts de l'intensification agricole sur l'environnement et le bien-être humain, il est apparu qu'il y a très peu de preuves d'impacts positifs et qu'au contraire, les impacts négatifs au niveau social et environnemental sont monnaie courante. Les bénéfiques sont souvent distribués de manière inéquitable et favorisent les individus en meilleure posture au détriment des plus pauvres. Une autre étude publiée en 2015⁷ constate que, sur la période de 1970 à 2012, l'augmentation de la production agricole n'a pas été la cause principale de l'amélioration de la nutrition infantile : la diversité des régimes, l'assainissement, l'accès à l'eau et l'éducation des femmes ont été des facteurs tout autant voire plus importants.

Entendons-nous : la question de l'augmentation de la production alimentaire a été et demeure une stratégie importante, c'est le focus unique sur cette production et la façon dont elle est envisagée qui sont ici contestés.

Remettre en cause les usages de la production agricole

Une question bien trop souvent mise au placard dans les réflexions sur la sécurité alimentaire et l'horizon 2050 est la suivante : que faisons-nous de nos productions agricoles

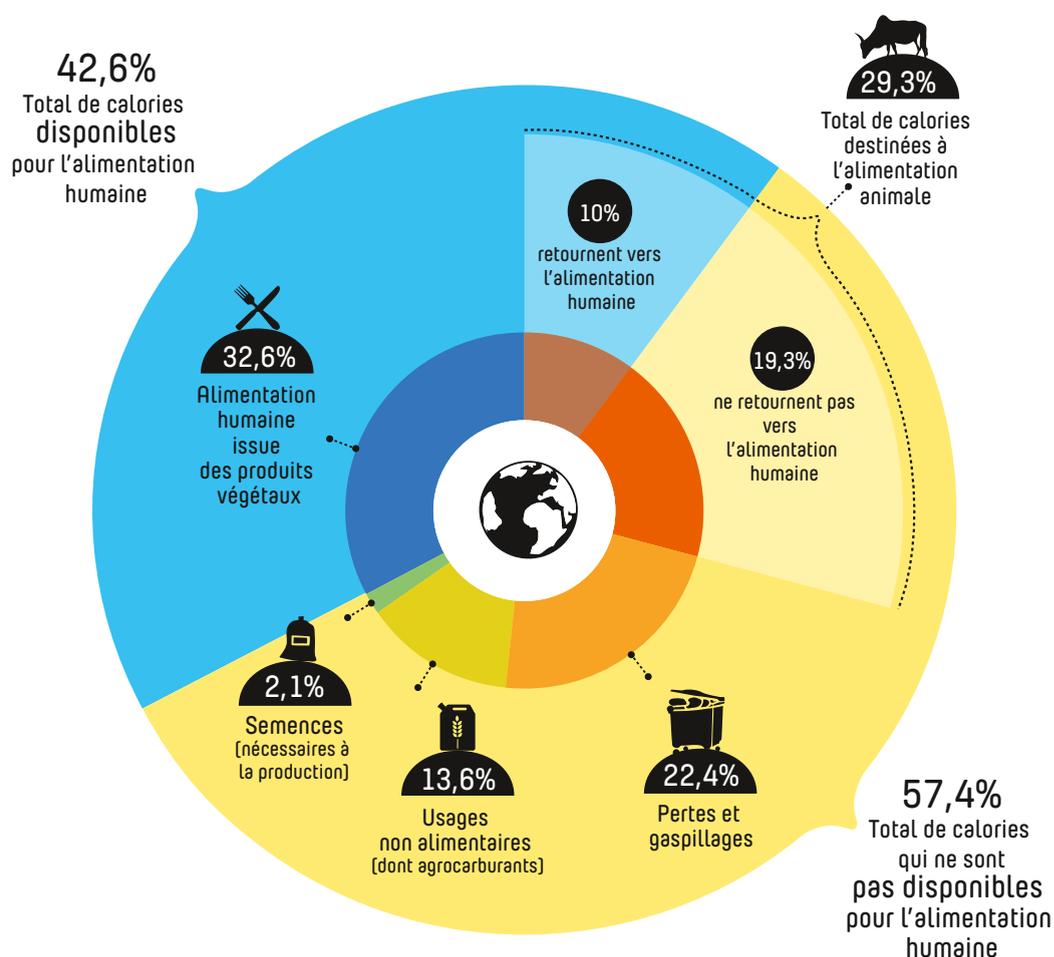
Notes

- David Tilman, Christian Balzer, Jason Hill, Belinda L. Belfort (2011), « Global food demand and the sustainable intensification of agriculture », *Proceedings of the National Academy of Sciences*.
- Berners-Lee M, Kennelly C, Watson R and Hewitt CN. (2018), « Current global food production is sufficient to meet human nutritional needs in 2050 provided there is radical societal adaptation », *Elem Sci Anth*.
- Alexandratos and Bruinsma (2012), *World agriculture towards 2030/2050: The 2012 revision*, FAO.
- Boutros Boutros-Ghali, *Conference on Overcoming Global Hunger*, Washington DC, 30 novembre 1993.
- Laura Vang Rasmussen et al., 2018, *Social-ecological outcomes of agricultural intensification*, Nature Sustainability.
- Smith LC, Haddad L., 2015, « Reducing child under-nutrition: past drivers and priorities for the post-MDG era. » *World Dev*. 68:180-204

57,4%

des calories produites ne sont pas disponibles pour l'alimentation humaine

Répartition mondiale des calories issues des terres cultivées



Source : Berners-Lee et al., 2018

aujourd'hui? Peu d'études se sont concrètement penchées sur la répartition mondiale des calories alimentaires selon les usages, nous en avons relevé deux⁸ dont nous pouvons tirer un enseignement éclairant: aujourd'hui, moins de la moitié des calories produites par l'agriculture finissent dans les estomacs humains (voir infographie ci-dessus).

Zoom sur l'élevage

29,3% des calories produites par le système agricole sont destinées à l'alimentation animale, il s'agit donc d'un poste important dans l'attribution des calories cultivées. La place de l'élevage est donc centrale dans notre sys-

tème de production agricole, une étude de 2011⁹ analyse ainsi que 75% des terres agricoles sont consacrées à la production animale, (dont 40% des terres cultivables, le reste étant constitué des pâtures).

Il apparaît que le taux de conversion global de calories végétales en calories animales est seulement de 11 à 12%, autrement dit, si nous donnons 100 calories végétales à un animal, nous ne pourrions en consommer en lait et en produits carnés qu'à hauteur de 12 calories. Les pertes caloriques sont donc énormes pour les animaux nourris exclusivement avec des denrées alimentaires: 88 à 89% des calories y sont perdues. Cependant, les animaux ruminants

Notes

- Emily S Cassidy et al., 2013, « Redefining agricultural yields: from tonnes to people nourished per hectare », *Environmental Research Letters*. Berners-Lee M, Kennelly C, Watson R and Hewitt CN. (2018), « Current global food production is sufficient to meet human nutritional needs in 2050 provided there is radical societal adaptation », *Elem Sci Anth*.
- Foley J. A. et al., 2011, *Solutions for a cultivated planet*, Nature.

consomment également beaucoup de calories issues des pâtures, ce qui est très intéressant car ce sont des calories qui ne sont pas assimilables par l'être humain. Les systèmes pastoraux et herbagers viennent donc gonfler l'apport de l'élevage à l'alimentation humaine: sur le total des 29,3% de calories agricoles attribuées aux animaux, 10% des calories reviennent dans l'alimentation humaine sous la forme de produits carnés, avicoles et laitiers.

Le propos n'est pas de promouvoir nécessairement un régime végétalien. Il est de montrer l'importance de l'élevage dans l'usage des calories agricoles. Afin d'augmenter la disponibilité de calories pour les êtres humains, une diminution de la consommation de produits animaux est à encourager, ainsi qu'une priorisation de l'élevage issu de systèmes herbagers et pastoraux.

Zoom sur les agrocarburants, les pertes et les gaspillages

Parmi les différents usages non alimentaires, qui représentent plus de 13% des calories alimentaires dans l'étude mentionnée, les agrocarburants de première génération (c'est-à-dire issus de cultures traditionnellement dédiées à l'alimentation) prennent une place de plus en plus importante. L'utilisation des agrocarburants a ainsi augmenté de plus de 600% entre 2000 et 2015, ce qui a monopolisé une part grandissante de calories issues de l'agriculture, et cette part risque encore d'augmenter dans le futur. Cet usage fait évidemment concurrence à l'usage alimentaire.

Concernant les pertes et gaspillages, la FAO estime qu'ils correspondent à un tiers du volume de production. En termes de calories, cela correspond plutôt à 22% des calories produites.

Remettre en cause la demande

Nous pouvons donc considérablement augmenter la disponibilité des aliments dans le monde sans augmenter la production. Il est ainsi théoriquement tout à fait possible d'assurer la sécurité alimentaire des humains aujourd'hui, mais également en 2050, avec la production agricole actuelle. Quatre milliards de personnes de plus pourraient ainsi être nourries, si on empêchait que les calories issues de l'agriculture soient dirigées vers les animaux et les agrocarburants.

Dans les projections pour nourrir le monde, les évolutions des demandes de produits agricoles sont prises pour argent comptant, comme si leur

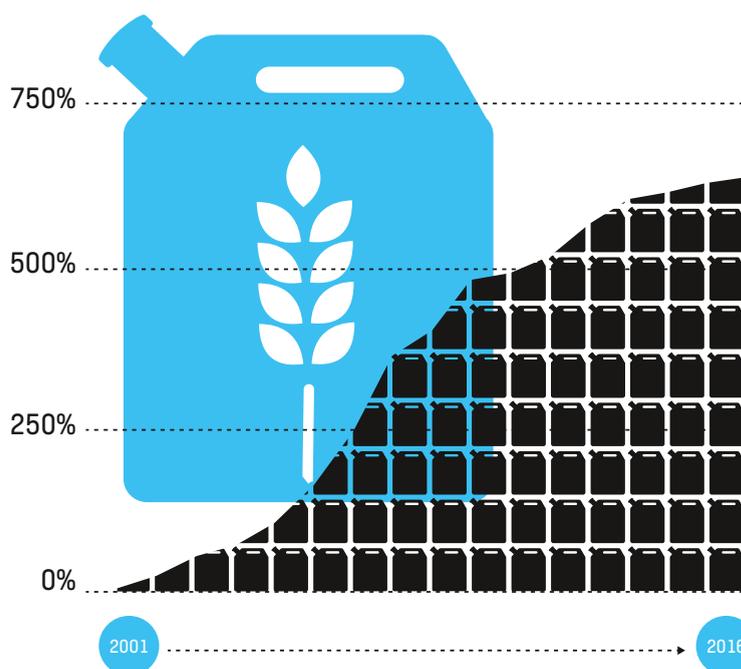
évolution était indépendante de tout autre facteur, ce qui est largement contestable. Il est donc essentiel de gérer la demande, plutôt que de simplement essayer de la rencontrer. L'usage alimentaire doit être priorisé par rapport à d'autres usages, mais les forces du marché amènent actuellement à une allocation inefficace des ressources agricoles mondiales. Des régulations et des interventions sont donc nécessaires car le changement est peu probable s'il repose uniquement sur les actions individuelles indépendantes et sur la bonne volonté des industries.

Changer le paradigme

Comme nous avons pu le voir, la réponse productiviste est largement insuffisante et elle ne répond que très partiellement à la problématique de la sécurité alimentaire. Premièrement, elle omet une partie des causes (la pauvreté, les inégalités) et elle en a une vision étriquée (la sécurité

L'utilisation des agrocarburants a augmenté de plus de 600 % en 15 ans

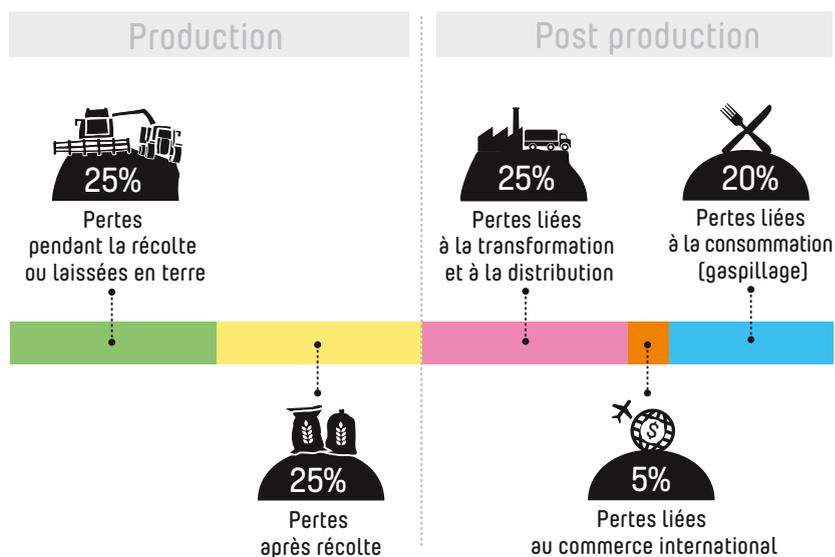
Production d'agrocarburants dans le monde



Source : US Energy Information Administration



Pertes et gaspillages alimentaires au niveau mondial [kcal]



Source : Berners-Lee et al., 2018

alimentaire ne se limite pas à un manque de calories, les carences en nutriments et l'obésité en font également partie). Deuxièmement, elle encourage une intensification agricole qui a largement montré ses limites sociales et environnementales. Troisièmement, la réponse productiviste délaisse la question des usages faits des produits agricoles or, comme nous l'avons démontré, il est possible d'augmenter sensiblement la disponibilité d'aliments sans pour autant produire plus, étant donné qu'une majorité des calories produites ne terminent pas dans nos assiettes.

L'intensification agricole a clairement joué dans le passé contre les petits producteurs agricoles, et l'agriculture familiale en général, en favorisant les plus gros producteurs, en augmentant les inégalités et en impactant négativement l'environnement. La peur de la pénurie permet de voir toute autre conséquence négative du système agricole comme un moindre mal, et donc de ne pas remettre en cause le système et ceux qui en profitent. Il est maintenant temps de sortir de ce paradigme productiviste. Le *business as usual* dans l'agriculture a un coût environnemental, sanitaire et social qui ne sera pas tenable à long terme. Il est nécessaire de passer d'une réflexion qui vise simplement à produire plus de nourriture à une réflexion qui englobe l'ensemble du système alimentaire, de la fourche à l'assiette, et mesure ses différents impacts, non seulement pour la sécurité alimentaire, mais également pour les écosystèmes, la santé publique et le bien-être social en général.

Notes

- 10 Ricciardia V., Ramankuttya N., Mehrabia Z., Jarvis L., Chookalingo B. (2018), « How much of the world's food do smallholders produce? », *Global Food Security* 17.

Les agricultures familiales pour nourrir le monde en 2050

Mettre les agricultures familiales au centre de l'approche est fondamental, car elles fournissent la majeure partie des aliments au niveau mondial, et assurent des revenus à près de 500 millions de ménages à travers le monde. Au sein des agricultures familiales, les agricultures à petite échelle sont largement majoritaires; alors que celles-ci sont très peu soutenues par les politiques publiques, il est prouvé qu'elles produisent une plus grande diversité d'aliments, qu'elles produisent plus à l'hectare que les plus grandes exploitations et qu'elles destinent une plus grande part de leur production à l'alimentation humaine¹⁰.

Développer des approches agroécologiques qui diminuent les impacts négatifs de la production agricole est également nécessaire, ces approches sont d'ailleurs particulièrement bien adaptées aux réalités des agricultures familiales.

Des solutions existent et ont prouvé leur efficacité, mais le récit joue toujours aujourd'hui en faveur du productivisme agricole, et le mantra « nourrir le monde en 2050 » y participe. Bien plus qu'ailleurs, c'est sur le terrain des idées, sur le territoire immatériel, que se joue le combat qui décidera de notre système alimentaire de demain, travaillons donc à déconstruire ce discours, et à en proposer d'autres. ♦

Un article de François Grenade

Le secteur agricole et le système alimentaire sont liés à une part importante des émissions de gaz à effet de serre et l'agriculture pâtit déjà des changements climatiques. Les négociations internationales sur le climat commencent à s'intéresser à ce sujet. Il s'agit d'une réelle opportunité mais voir uniquement l'agriculture sous l'angle climatique peut également engendrer des risques. Une vision globale des systèmes alimentaires et de leurs divers impacts est nécessaire pour une transition vers une agriculture qui soit réellement durable, et qui bénéficie aux paysannes et paysans.

Face aux limites de la planète

Pendant longtemps, au sein des enceintes de négociations internationales sur le changement climatique, l'agriculture a été un sujet très peu développé. Après qu'un texte sur l'agriculture eut été rejeté en 2009 à Copenhague, de timides avancées ont été engrangées en 2011 à Durban, et en 2015 à Paris. Des oppositions majeures subsistent toujours entre la priorité à donner à l'atténuation – à la réduction des émissions de gaz à effet de serre –, portée plutôt par les pays industrialisés, et la priorité à donner à l'adaptation, portée plutôt par les pays émergents et les pays les plus pauvres. Un accord a cependant été trouvé lors de la COP23, la conférence climatique internationale qui s'est déroulée à Bonn du 6 au 17 novembre 2017. Cet accord crée un groupe de travail permanent sur l'agriculture, le Koronivia Joint Work On Agriculture. Celui-ci est amené à avancer des actions de mise en œuvre concrètes pour l'atténuation et l'adaptation des changements climatiques dans le secteur de l'agriculture.

Cet intérêt grandissant pour l'agriculture dans l'action climatique globale est plus que nécessaire et bienvenu. Ce travail pourrait en effet déboucher sur des actions concrètes pour soutenir l'adaptation des agricultures familiales des pays du Sud. La question de l'atténuation est également fondamentale et requiert des actions urgentes. Mais attention tout de même à ne pas réduire l'agriculture à un émetteur-séquestreur de gaz à effet de serre, en laissant de côté d'autres enjeux fondamentaux

comme la problématique environnementale dans son ensemble et l'impératif de la sécurité alimentaire. Si le préambule de l'accord de Paris et le mandat du Koronivia Joint Work on Agriculture insistent sur la priorité à donner à cette sécurité alimentaire, il reste à voir si cela sera bien respecté dans les faits.

Agricultures familiales et réchauffement climatique

Les agricultures familiales du Sud ont très peu contribué aux changements climatiques en cours, pourtant, les baisses de rendements liées au réchauffement sont et seront importantes pour ces acteurs. Ceci s'explique par leur situation géographique, par le type d'agriculture qu'ils pratiquent (majoritairement une agriculture pluviale qui dépend donc de la quantité et de la régularité des précipitations) ainsi que par le fait qu'ils ont souvent peu de ressources mobilisables pour s'adapter. Les agricultures familiales des pays du Sud sont donc les premières victimes des changements climatiques en cours. Il est dès lors primordial que la réponse internationale accorde une grande importance à leur adaptation.

D'un autre côté, les pratiques agricoles diversifiées, intégrées et les cultures associées, qui sont souvent l'apanage des agricultures à petite échelle, souffrent moins des impacts climatiques et ont une meilleure résilience que les grandes monocultures. Ainsi, si les agricultures familiales

sont touchées de plein fouet, une part de la réponse aux changements climatiques en cours pourrait bien résider dans leurs pratiques agricoles.

Fausse bonnes idées pour le climat

Certaines réponses au réchauffement climatique peuvent compromettre la sécurité alimentaire de populations vulnérables. Ainsi, la piste de la séquestration du carbone dans les terres, qui retient de plus en plus d'attentions, comporte des risques : voir les terres comme un puits de carbone peut engendrer une pression sur les terres, et ainsi mettre en danger les droits à la terre des communautés locales ainsi que la biodiversité. Ces solutions de séquestration, si elles sont développées

ports de l'IPBES sortis en mars dernier². Ceux-ci constatent un déclin massif et généralisé de la faune et de la flore à travers le monde, avec des dangers importants d'effets retour sur le bien-être humain. Une image plus globale des défis environnementaux est donc nécessaire pour ne pas foncer tête baissée vers des solutions qui seraient uniquement liées à la résolution de la problématique climatique.

Concernant l'agriculture, une récente étude³ a estimé l'importance de la production agricole dans les pressions sur les limites de la planète. Le concept de limites planétaires reconnaît neuf frontières à respecter pour garantir des conditions de vie sécurisées à l'humanité. Il est ressorti de cette étude que l'activité agricole jouait un rôle majeur et prépondérant : sur les neuf frontières, cinq sont actuellement dépassées, avec un rôle largement dominant de l'agriculture dans quatre d'entre elles (voir infographie ci-contre).

Pas de développement durable sans une transformation des systèmes alimentaires

à grande échelle, peuvent s'avérer insoutenables. Ainsi, une étude récente¹ conclut que « face à de sévères compromis avec la société et la biosphère, [...] la séquestration du carbone dans les sols n'est pas une alternative viable à des sévères réductions d'émissions ». Si des solutions de séquestration peuvent aider dans des situations données, elles doivent être réfléchies au regard des différents impacts sociaux et environnementaux, avec une attention particulière à la sécurité alimentaire.

Dans le même ordre d'idées, un puissant lobbying agrochimique tente aujourd'hui de promouvoir une vision de l'agriculture basée sur le non-labour, qui séquestre le carbone dans les sols tout en préservant les intérêts des industries de semences, de fertilisants et de pesticides. Ce modèle, basé sur la monoculture, l'usage d'OGM et l'emploi massif de désherbants, aurait l'avantage de permettre de stocker le carbone dans les sols, mais il continue à avoir des impacts environnementaux et sociaux alarmants !

L'environnement ne se limite pas au climat

Les impacts de l'activité humaine sur l'environnement dépassent les uniques changements climatiques, en témoignent les alarmants rap-

Développer une vision globale des systèmes alimentaires

L'activité agricole est donc responsable du plus large impact de l'être humain sur son environnement. Par conséquent, les solutions avancées pour le climat doivent prendre en compte l'enjeu environnemental dans sa globalité et éviter les dangers d'une réflexion en silo qui ne verrait que la question des changements climatiques, voire que l'impératif de la séquestration du carbone. Une réflexion sur les impacts environnementaux mais également économiques, sociaux, sanitaires et culturels des systèmes alimentaires est nécessaire pour dégager des solutions qui répondent véritablement à l'enjeu du développement durable. Comme le souligne une toute récente étude⁴ : « Il n'y aura pas de développement durable sans une profonde transformation des systèmes alimentaires. » La crise climatique constitue une opportunité pour repenser ce système alimentaire largement défaillant.

La piste prometteuse de l'agroécologie

Lorsque le système est pensé dans son ensemble et que la totalité des impacts sont pris en compte, l'agroécologie apparaît comme la piste la plus prometteuse⁵, assurant des externalités positives pour le climat mais aussi pour l'environnement dans son ensemble, ainsi que des bénéfices sociaux importants, notamment pour les productrices et producteurs de l'agriculture familiale. D'un point de vue climatique,

Notes

- 1 Boysen et al., 2017, The limits to global-warming mitigation by terrestrial carbon removal, *Earth's Future*, 5, 463–474.
- 2 Equivalent du GIEC – Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat – pour la biodiversité.
- 3 Campbell et al., 2017, « Agriculture production as a major driver of the Earth system exceeding planetary boundaries », *Ecology and Society*.
- 4 Voir le communiqué du Cirad du 8 août 2018, à propos de cette étude : Sans transformation des systèmes alimentaires, pas de développement durable, www.cirad.fr
- 5 IAASTD, International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development, 2009

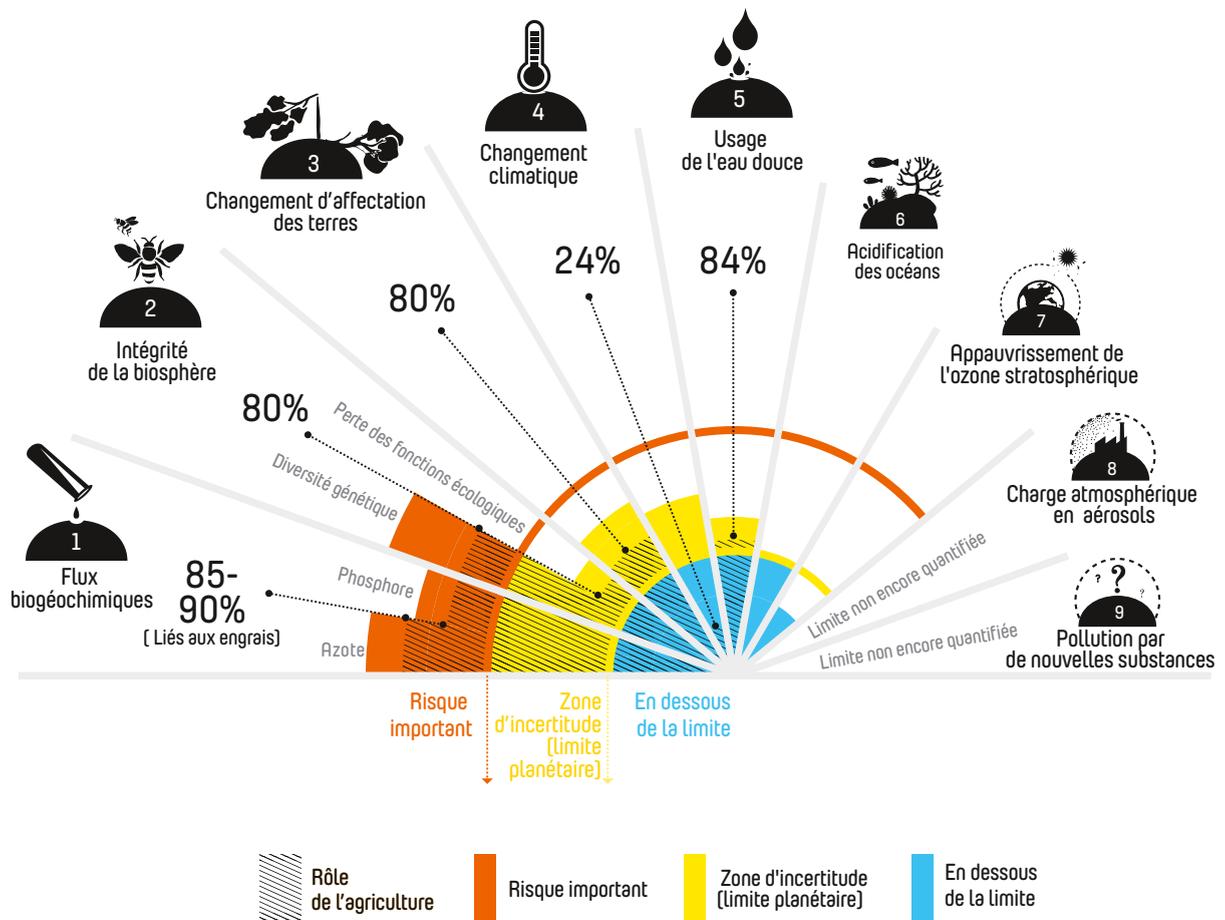


Cinq limites planétaires déjà dépassées

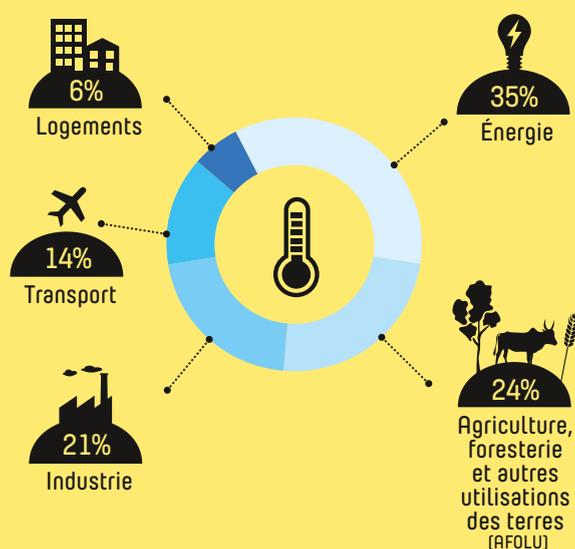
Neuf limites planétaires ont été identifiées. Cinq sont actuellement dépassées, avec un rôle très important de l'agriculture dans cinq d'entre elles.

L'agriculture intervient pour **24%** dans le changement climatique {4}, mais son rôle est encore beaucoup plus important ailleurs : **80%** sur l'intégrité de la biosphère {2}, **80%** sur le changement d'affectation des terres {3}, **84%** sur l'usage de l'eau douce {5} et **85 et 90%** sur les cycles biogéochimiques de l'azote et du phosphore {1} pour les productions d'engrais.

Les autres limites planétaires sont l'acidification des océans {6}, la raréfaction de l'ozone stratosphérique {7}, la charge en aérosols dans l'atmosphère {8}, et l'introduction de nouvelles entités {9}, c'est-à-dire d'émissions de substances toxiques de longue durée.



L'agriculture, la foresterie et l'usage des terres représentent 24% des émissions de gaz à effet de serre



Source: IPCC 2014

L'agriculture, la foresterie et l'usage des terres représentaient 24% des émissions de gaz à effet de serre en 2010, qui se répartissaient équitablement entre les émissions directes de l'agriculture (méthane, protoxyde d'azote) et les émissions liées au changement d'affectation des sols (principalement dues à la déforestation, elle-même liée à l'expansion des terres agricoles). Ne sont comprises ici que les activités agricoles mais les autres activités du système alimentaire ont également une empreinte environnementale et climatique. La fabrication des intrants tels que les fertilisants, l'énergie utilisée dans les installations agricoles, la transformation, le conditionnement, l'emballage, le transport, la réfrigération, la distribution, la préparation des aliments produisent également des gaz à effet de serre. Ainsi, dans les pays riches, un produit alimentaire transformé peut produire la majorité de ses gaz à effet de serre durant la transformation et la distribution ; une étude* réalisée aux États-Unis attribue d'ailleurs 40% des émissions globales du système alimentaire américain à ces étapes de transformation et distribution.

Si les perspectives sur les émissions futures de gaz à effet de serre peuvent beaucoup varier selon les modèles, les différents scénarios se rejoignent sur un point : l'importance grandissante des émissions liées à l'agriculture dans le futur. Parallèlement, le réchauffement climatique impacte et impactera fortement l'activité agricole. Si les différences régionales sont importantes, de manière globale, l'activité agricole va devenir plus difficile et ses bénéfices vont diminuer. Les régions tropicales, là où se concentre la majorité des agricultures familiales et des petits producteurs agricoles, sont et seront impactées de manière disproportionnée.

Notes

* Edwards, J., Kleinschmit, J., Schoonover, H. (2009). *Identifying our climate "foodprint": Assessing and reducing the global warming impacts of food and agriculture in the U.S.* : Institute for Agriculture and Trade Policy.

développer des systèmes agroécologiques est un moyen d'adaptation efficace, approprié et accessible pour les agricultures familiales du Sud. La résilience de ces systèmes a été mise en exergue à de nombreuses reprises, ils méritent donc d'être largement promus et soutenus dans le cadre de l'adaptation des agricultures aux changements climatiques. Ces systèmes permettent également d'atténuer les émissions de gaz à effet de serre et peuvent stocker du carbone dans les sols.

Bien que les impacts insoutenables du système actuel – et les impacts prometteurs des alternatives – soient largement établis, bien que la

prise de conscience de l'impasse grandisse dans la société en général, et dans la communauté scientifique et la société civile en particulier, il incombe aux politiques publiques, et notamment aux politiques climatiques internationales, de créer un cadre favorable à la transition vers des systèmes alimentaires qui soient socialement plus justes et davantage respectueux de l'environnement. Malgré de timides avancées, ce combat-là est encore loin d'être gagné. ◆

Rédaction : François Grenade

Le directeur de la FAO a déclaré en 2014, lors du 1^{er} symposium sur l'agroécologie, qu'il fallait amener la perspective agroécologique au cœur du débat sur l'agriculture et l'alimentation du futur. Est-ce le signe d'une véritable transition des systèmes agricoles vers l'agroécologie ? Les politiques publiques existantes parviennent-elles à soutenir efficacement cette transition ? Qu'en est-il aujourd'hui, en Amérique latine, en Afrique de l'Ouest ou encore en France ?

Quelles politiques publiques pour soutenir la transition agroécologique ?

Les intentions ont peu évolué depuis le discours de J. Graziano Da Silva de 2014. Il y a bien eu l'organisation d'un 2^e symposium du 3 au 5 avril 2018¹. D'après François Delvaux, chargé de plaider au Cidse², « le langage de la FAO est assez progressiste, et quelque part, il est le fruit du travail de la société civile. Mais il existe un risque réel de décalage entre les discours et la pratique, notamment au niveau des politiques nationales ». Ce ne sont pas les auteurs du rapport d'IPES-Food³ qui le contrediront, eux qui insistent sur « la nécessité de construire des politiques publiques cohérentes et multisectorielles », afin de « favoriser l'émergence de systèmes alternatifs et de dépasser les obstacles – nombreux et structurels – à la transition agroécologique »⁴. Le site de la FAO recense un certain nombre de ces politiques au niveau mondial, mais d'après F. Delvaux, « très peu sont implémentées ».

Qu'en est-il réellement ? Assiste-t-on à des phénomènes d'institutionnalisation ou de dilution des principes de l'agroécologie lors de

l'opérationnalisation de ces politiques ? Il existe malheureusement peu d'études répondant à ces questions.

Amérique latine, berceau de l'agroécologie

Une récente recherche du Cirad⁵ permet de se faire une idée concernant l'Amérique latine. Datant de 2017, cette étude compare les politiques publiques en faveur de l'agroécologie dans huit pays : Argentine, Brésil, Chili, Costa Rica, Cuba, Mexique, Nicaragua et El Salvador. La région est perçue, à juste titre, comme le berceau de l'agroécologie, depuis sa conceptualisation par Miguel Altieri et Stephen Gliessman dans les années 70. Dans un contexte de démocratisation politique, l'agroécologie a progressivement été reprise et diffusée par les mouvements sociaux (ONG, organisations de petits paysans). Avec comme objectif de proposer une transformation des systèmes de production et de consommation alimentaires, en

Notes

- 1 FAO 2018. *Catalysing dialogue and cooperation to scale up agroecology: outcomes of the FAO regional seminars on agroecology*.
- 2 Coopération internationale pour le Développement et la Solidarité (structure regroupant des ONG catholiques de développement européennes). <https://www.cidse.org/>.
- 3 International Panel of Experts on Sustainable Food Systems. <http://www.ipes-food.org/>.
- 4 IPES-Food. 2016. *De l'Uniformité et la Diversité: Changer de paradigme pour passer de l'agriculture industrielle à des systèmes agroécologiques diversifiés*.
- 5 Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement. 20/11/2017. *Amérique latine. Quelles politiques publiques pour favoriser l'agroécologie ?*



opposition au modèle d'agrobusiness exportateur et à ses violences socio-environnementales (expulsions de paysans, déforestation massive, épandage de pesticides sur des villages). En plus de la pression exercée par les mouvements sociaux, diverses crises ont souvent joué un rôle important dans l'émergence en Amérique latine de politiques favorables à l'agroécologie. Exemples : le blocus économique et l'effondrement de l'URSS à Cuba, la crise financière en Argentine en 2001 (qui a fortement augmenté le prix des intrants et donc obligé les paysans à chercher des alternatives) ou encore l'échec de la culture conventionnelle de coton au Nicaragua (conjugué à la crise économique et aux dégâts de l'ouragan Mitch en 1998, qui a longtemps isolé la région).

Brésil et Nicaragua

Forte de cette histoire, l'Amérique latine est-elle la région la plus avancée en matières de politiques publiques en faveur de l'agroécologie ? « Impossible de dire cela », répond Eric

Sabourin, socio-anthropologue au Cirad et auteur principal de l'étude, « tant les disparités et les incohérences sont nombreuses ». De fait, seuls deux pays ont des politiques spécifiques : le Brésil depuis 2012, et le Nicaragua depuis 2011. Dans les deux cas, la loi réunit l'agroécologie et l'agriculture biologique. Le plan d'action national (Planapo) du Brésil, doté à son lancement en octobre 2013 de 8,8 milliards de réaux (2,9 milliards d'euros) – une goutte d'eau comparée aux 136 milliards de réaux (45,5 milliards d'euros) de crédits bancaires à taux bonifiés octroyés simultanément à l'agrobusiness – intègre entre autres des mesures en matière de gestion du savoir, d'accès aux ressources, aux marchés et à la sécurité alimentaire.

Selon E. Sabourin, « l'un des points les plus intéressants de cette politique est le programme Ecoforte, qui soutient financièrement des réseaux d'agriculteurs agroécologiques afin qu'ils puissent échanger, expérimenter et diffuser leurs pratiques (eux-mêmes et/ou avec l'appui de chercheurs et de techniciens). C'est le type d'appui le plus déterminant, qui fonctionne le mieux et qui finalement ne coûte pas très cher⁶. Le soutien aux systèmes participatifs de garantie ou d'autocertification est également à relever. L'avantage est là aussi qu'il est très peu onéreux, ce qui permet notamment d'obtenir une certification pour de la vente directe (fermes, marchés locaux, paniers paysans, etc.) sans trop augmenter les prix ».

Il n'existe pas de politique liée spécifiquement à l'agroécologie dans les autres pays couverts par l'étude, même si certains ont des plans, qui en sont au stade du débat parlementaire (ex. Uruguay, El Salvador). « Par contre, divers instruments de politique sectorielle ont conduit à favoriser indirectement l'agroécologie, par exemple via des mesures agri-environnementales. C'est le cas notamment au Mexique, où une loi de développement rural durable a été votée en 2001. Ou encore au Costa Rica, qui dispose d'un plan d'agriculture durable depuis 2003, en lien avec le fort développement de l'écotourisme. Ce plan intègre par exemple des subventions, des crédits, des paiements de services écosystémiques, ce qui

favorise indirectement les producteurs agroécologiques. L'agroécologie y est d'ailleurs reconnue publiquement.»

Cuba est un cas à part en raison du blocus : l'île ne dispose pas de politique agroécologique en tant que telle mais « l'entière de son agriculture familiale est agroécologique, les formations et la recherche y ont commencé beaucoup plus tôt qu'ailleurs, de même que la mise en place de réseaux d'appui et de conseil technique par des associations d'agriculteurs et de techniciens ».

Avancées et reculs

Le soutien à l'agroécologie se fait aussi souvent via des politiques de sécurité alimentaire, mises en place par des ministères de type social ou des ensembles mixtes d'instruments regroupant plusieurs ministères. Les achats publics préférentiels aux agriculteurs familiaux permettent de fournir en aliments les hôpitaux et les écoles. Les prix de ces produits sont majorés, encourageant ainsi indirectement l'agroécologie ou l'agriculture biologique. Selon E. Sabourin, « le programme Fome Zero des gouvernements Lula et Rousseff a ainsi constitué un véritable appel d'air pour les petits producteurs agroécologiques. Le problème est qu'aujourd'hui, ces politiques ont été complètement stoppées suite à l'impeachment de Dilma Rousseff et l'arrivée au pouvoir des conservateurs. Et ce scénario n'est pas spécifique au Brésil : au Nicaragua, il y a eu quelques financements une fois la loi votée, mais rapidement le gouvernement a instillé des divisions entre les mouvements agroécologiques et biologiques, ce qui a lui permis de ne pas voter de décret d'application. Les rapports de force politiques et économiques sont donc toujours extrêmement défavorables aux défenseurs de l'agroécologie. »

Dans un tel contexte, quelles sont les solutions pour développer les politiques en faveur de l'agroécologie en Amérique latine ? Pour le chercheur, il faut « dépasser les corporatismes et construire de larges coalitions, entre agroécologie et agriculture biologique, mais aussi entre organisations paysannes, instituts de recherche agricole, universités, services d'appui technique, etc. De telles alliances peuvent être efficaces contre les lobbys agro-industriels, en particulier lorsque des gouvernements progressistes, plus à l'écoute, sont au pouvoir. C'est le cas par exemple au Salvador, où une proposition de loi sur l'agroécologie a été soumise au Parlement en 2016 ». Les alliances avec les organisations de consommateurs sont une piste particulièrement intéressante à explorer. « Il existe une demande croissante de la part des classes

aisées des villes latino-américaines pour une alimentation saine et écologique. Également parmi les populations plus pauvres : les travailleurs et producteurs agricoles sont souvent des militants convaincus de l'agroécologie car ils ont dû subir de nombreux drames de santé publique liés à l'agriculture conventionnelle. C'est un autre niveau de scandale sanitaire qu'en Europe ! Au final, tout cela fait qu'il existe potentiellement un énorme marché interne pour les produits agroécologiques. »

Dépasser les corporatismes et construire de larges coalitions, entre agroécologie, agriculture biologique, organisations paysannes, instituts de recherche agricole et universités

Afrique de l'Ouest : une agroécologie fragmentée

Quelle est la situation en Afrique de l'Ouest ? S'il n'existe pas d'étude équivalente à celle du Cirad pour cette région, un programme a été lancé en 2017 par IPES-Food afin de faire l'inventaire des politiques, activités et acteurs engagés en matière d'agroécologie⁷. Et les premières conclusions, en termes de politiques publiques en place, sont à la fois rapides et sévères : « Il n'existe que très peu de politiques qui soutiennent véritablement une transition agroécologique dans la région », tranche Emile Frison, membre du panel d'experts d'IPES-Food et responsable du programme. À un niveau régional, on peut citer le Plan d'action pour l'agriculture écologique et biologique de l'Union africaine. « Ce plan a le mérite d'exister », estime E. Frison. « Il peut servir à rappeler que des engagements ont été pris. Mais jusqu'à

Notes

- 6 Des programmes similaires appelés "Campesino a Campesino" existent au Nicaragua, au Costa Rica et à Cuba.
- 7 IPES-Food. Avril 2018. Mettre en lumière des alternatives agroécologiques en Afrique de l'Ouest. Rapport de mi-parcours (document de travail).

L'agroécologie est le parent pauvre des financements en Afrique



et font un gros lobbying pour maintenir leurs intérêts en place. Sous l'influence des multinationales semencières par exemple, de nouvelles législations apparaissent un peu partout en Afrique. Ces législations considèrent comme "illégal" la vente de variétés paysannes, qui représentent pourtant 80% des semences utilisées. Cela constitue un obstacle majeur pour le développement de l'agroécologie, qui a besoin de variétés hétérogènes génétiquement. Le foncier est une autre barrière très importante. La transition agroécologique peut entraîner de fortes pertes de rendement les premières années, surtout si les sols ont auparavant été très appauvris par une agriculture intensive. De ce fait, les agriculteurs en transition qui investissent dans la qualité du sol prennent un risque énorme s'ils n'ont pas de sécurité foncière. Celle-ci est donc capitale en agroécologie, et plus largement en agriculture durable. Les subsides aux intrants sont un obstacle majeur à lever. Beaucoup de pays en Afrique fournissent de tels subsides, il faudrait pouvoir les réallouer aux agriculteurs en phase de transition agroécologique. ».

présent, il n'a été que peu traduit dans les législations nationales. Quelques mesures ont bien été décidées en appui à l'agriculture biologique mais cela reste très fragmenté et partiel. La plupart des efforts, que ce soit dans la recherche agronomique ou dans les projets de développement, restent en fait focalisés sur de grandes filières, dans une philosophie d'utilisation croissante d'intrants. Et ces projets ne tiennent, le plus souvent, pas ou peu compte d'enjeux tels que la résilience face aux changements climatiques, la sécurité nutritionnelle ou les aspects d'équité sociale. »

Comment expliquer que l'alternative agroécologique en Afrique de l'Ouest soit aussi négligeable en termes d'échelle, de financement et de visibilité? « Je pense que certains décideurs commencent à prendre conscience de la nécessité de changer. Mais pour la majorité, il n'y a pas de véritable intérêt à s'engager dans cette voie. Les marchands d'intrants ont une influence énorme sur les politiques nationales

Manque de moyens

L'adoption de la Loi d'orientation agricole malienne (LOA) en 2005 représentait une opportunité majeure, cette loi étant très favorable au développement d'une agriculture durable. Mais un manque d'information et de vulgarisation auprès des organisations de la base, une faible implication des bénéficiaires et un manque de moyens au niveau local ont considérablement affaibli son opérationnalisation. Ce type d'opportunités manquées est regrettable, d'autant plus que la région dispose d'atouts certains en matière de transition agroécologique. E. Frison mentionne ainsi, parmi d'autres, « une grande diversité de cultures vivrières, un 'réservoir' important de connaissances traditionnelles ainsi qu'un pourcentage encore élevé de consommation alimentaire locale ». Un exemple de plan pouvant tirer parti de ces différents atouts est un nouveau programme de l'Agence française de développement (AFD), lancé en collaboration avec la Communauté économique des États d'Afrique

de l'Ouest (Cedeao), dans cinq pays ouest-africains (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Sénégal et Togo). Doté d'un budget de 8 millions d'euros, ce programme « financera des projets visant à soutenir l'intensification agroécologique des exploitations familiales ainsi que la gestion et les méthodes organisationnelles favorisant son adoption »⁸.

« Ce projet est très intéressant », estime E. Frison. « Il suscite de l'intérêt chez d'autres bailleurs et pourrait influencer significativement la politique agricole régionale ».

D'après Maureen Jorand, du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), « Si l'Agence française de développement annonce un objectif de soutien à l'agroécologie, différents termes sont utilisés – agroécologie puis pratiques agroécologiques et maintenant intensification agroécologique ». Une incohérence de vocabulaire révélatrice, d'après la chargée de plaidoyer, « du flou des politiques en la matière. On constate que l'agroécologie est le parent pauvre des financements de sécurité alimentaire en Afrique, alors qu'on y retrouve par exemple des projets de terminal frigorifique ou de routes à visée 'tout export'. De même, on pourrait croire qu'il y a une réflexion structurelle derrière l'annonce simultanée du soutien à l'agroécologie et la sortie de la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition (Nasan). Une forme de réorientation du modèle de l'aide privée que la Nasan représente (cf. partenariats publics-privés, soutien aux multinationales, etc.) vers l'agroécologie. Mais on ne sent pas de réelle volonté de dialogue, ni de courage politique ».

Europe, un tournant français vers l'agroécologie ?

La France est intéressante à examiner de ce point de vue : historiquement un producteur agricole majeur en Europe, la France dispose d'une forte capacité d'influence sur la Politique agricole commune (PAC), ainsi que de nombreux projets de développement dans le Sud. Mais surtout, elle a lancé en 2012, à l'initiative de son ministre de l'agriculture de l'époque Stéphane Le Foll, une stratégie agroécologique visant la « transformation économique, environnementale, et sociale » de son agriculture.

Pour Alexander Wezel, directeur du département Agroécologie et Environnement à l'Institut supérieur d'agriculture Rhône-Alpes (Isara-Lyon), « la France est un pays innovant en matière d'agroécologie. Même si le projet

du ministre Le Foll n'était pas limpide à ses débuts, le Grenelle de l'environnement puis la Loi d'avenir sur l'agriculture en 2013 ont clairement intégré de nombreux éléments favorisant la transition agroécologique. Cela s'est notamment traduit par des financements pour l'Agence nationale de la recherche (ANR) ou pour l'Institut national de recherche agronomique (Inra). On assiste depuis à une forme de changement culturel au sein de la grande 'machine' de la recherche agronomique française. L'agroécologie est également apparue dans un certain nombre de lycées agricoles. Les Groupements d'intérêt économique et environnemental (GIEE) financent des groupements d'agriculteurs, afin d'expérimenter et d'échanger sur des pratiques agroécologiques. Ils obtiennent également une forme de reconnaissance valorisant leur production. Ce n'est donc pas juste l'achat d'un semoir de semis direct pour un agriculteur. Cela soutient une démarche collective de transition. C'est une manière vraiment intéressante de traduire la loi dans le quotidien des agriculteurs, via une démarche 'bottom-up', de réflexion et d'innovation ».

Adhésion limitée

Malgré tout, les résultats de cette politique semblent assez mitigés. Certes, la ligne politique de Le Foll est restée claire et aura permis une (re)connaissance accrue de l'agroécologie dans le monde agricole français. Mais l'adhésion a été limitée, et le message n'a par exemple pas été diffusé au sein de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA). Le syndicat majoritaire, résolument pro agro-industrie n'a pas été convaincu par le volet de performance économique de l'agroécologie. Surtout, selon Mathilde Théry, chargée de plaidoyer à la Fondation pour la Nature et l'Homme (FNH), « l'agroécologie a été inscrite dans la loi mais sans qu'on y joigne de réel budget. Ce sont même en réalité des budgets contraires puisque la PAC continue de financer les pratiques les plus intensives ». A. Wezel (Isara) souligne également ce problème supranational de la politique agricole européenne, dont « le verdissement est très léger, les mesures exigées en matière de diversité ou de rotation étant très peu exigeantes. Il faudrait élargir les zones d'intérêt écologique, exiger davantage de diversification, et surtout, diminuer les subventions directes au profit de subventions orientées vers la performance environnementale. On le fait déjà dans certaines régions d'Allemagne par exemple, où des aides sont liées aux résultats de quantités de nitrates mesurées dans le sol ».

Notes

⁸ AFD. 2018. *Projet d'appui à la transition agroécologique en Afrique de l'Ouest*. Note de communication publique d'opération.



Une agroécologie en action

Le mouvement est né en Belgique. Il s'appelle Agroecology in Action et brasse large en rassemblant des paysan-ne-s et des petit-e-s producteur-ric-e-s, des associations et des collectifs citoyens engagés pour l'alimentation durable, des groupes de mangeur-euse-s responsables et solidaires, des chercheur-euse-s, des coopératives, des défenseur-euse-s de l'environnement, des PME de l'économie sociale et solidaire, des acteur-ric-e-s de la santé, des acteur-ric-e-s de la lutte contre la précarité et pour la justice sociale, des ONG.

Agroecology in Action agit concrètement pour une transition vers des systèmes alimentaires agroécologiques. Il soutient les dynamiques et projets d'agroécologie et d'alimentation solidaire en Belgique. Le mouvement veut :

- Transformer les modes de production vers des systèmes de production agroécologiques
- Promouvoir des modes de consommation agroécologiques basés sur des marchés territoriaux et des circuits courts entre producteur-ric-e-s et consommateur-ric-e-s
- Défendre les droits humains, en particulier le droit à une alimentation adéquate pour toutes et tous et des conditions de travail décentes pour les producteur-ric-e-s et les travailleur-euse-s des systèmes alimentaires
- Protéger les terres agricoles, les ressources naturelles et les biens communs
- Renforcer le mouvement social et politique pour l'agroécologie et l'alimentation solidaire et revendiquer une gouvernance démocratique des systèmes alimentaires et des politiques publiques intégrées

Les membres d'Agroecology in Action mènent un plaidoyer permanent auprès des responsables politiques belges et européens.

Découvrez le mouvement : www.agroecologyinaction.be

Une question ? Une suggestion ? Un contact ! info@agroecologyinaction.be

Des politiques réduites en nombre et en budget

Malgré une reconnaissance croissante de l'agroécologie au niveau scientifique (et dans une moindre mesure institutionnelle), les politiques publiques de soutien à l'agroécologie restent très limitées, à la fois en nombre, en degré d'implémentation et en budgets. Dans les politiques existantes, les mesures présentant le meilleur rapport efficacité / coûts d'après E. Sabourin sont celles « *offrant des services d'assistance technique par des conseillers agricoles compétents et formés en agroécologie* » ou « *le soutien au développement des réseaux, notamment de partage des pratiques et de vente en circuit court* ».

L'exemple de la France est sans doute le plus symptomatique de ces limites. Si la dynamique créée par le ministre Le Foll a contribué à des changements positifs au niveau national (surtout en matière de recherche et d'éducation) et à l'international (cf. groupes d'experts, symposiums et déclaration de politique générale de la FAO), elle s'est rapidement essouffée. On a ainsi assisté, comme le résume M. Théry (FNH), « *à un retour du 'business as usual' et à la cogestion des affaires courantes avec le syndicat agricole majoritaire* ». Comme dans beaucoup d'autres pays, deux modèles semblent aujourd'hui coexister : d'un côté, le système productiviste dominant et, en parallèle, de timides mesures en faveur de l'agroécologie.

Conclusion : vents contraires pour l'agroécologie ?

Au-delà des questions d'alternance politique qui conditionnent leur durabilité, les politiques de soutien à l'agroécologie font face à de nombreux vents contraires. En premier lieu, comme la nomme l'IPES-Food, la « *dépendance de sentier (...), un entrelacs de facteurs d'incitation politiques et commerciaux* », qui permettent à l'agriculture industrielle de « *se renforcer elle-même* ». Ainsi, la formation et la recherche, les subventions agricoles favorables aux grandes exploitations, les débouchés commerciaux, etc., sont en grande majorité orientés vers – et nourris par – une industrialisation accrue de l'agriculture. Pour des exploitants agricoles ayant investi dans ce modèle, il est particulièrement compliqué d'en sortir : les investissements importants qu'ils ont généralement contractés ne peuvent être honorés qu'en poursuivant cette logique d'intensification industrielle.

De ce point de vue, les politiques agroécologiques doivent aussi être conçues pour gagner la bataille communicationnelle, notamment sur les questions de prix (attentes généralisées des consommateurs pour des prix bas), de volumes de production (le récit 'nourrir le monde' de l'agriculture industrielle) ou des externalités (nécessaire démonstration des apports de l'agroécologie à la santé publique et à l'équité socio-économique). Dans cette bataille, il est déterminant selon M. Jorand de « *se baser sur une définition claire et partagée de l'agroécologie paysanne* ». Dans le cas contraire, « *le risque est que les politiques mises en place servent d'alibi à toute une série d'acteurs, par exemple pour des projets à grande échelle et faisant appel à des ouvriers agricoles, du type agriculture climato-intelligente* ». Une approche que ne réfute pas E. Sabourin, mais selon lui, « *un contexte de régression, en particulier en Amérique latine, fait qu'il est devenu tabou de défendre l'agroécologie* ». En ce sens, il peut être intéressant « *d'insérer l'agroécologie au sein des politiques de lutte contre le réchauffement climatique ou de résilience face aux crises* ».

Dans tous les cas, les expériences des mouvements agroécologiques font dire au socio-anthropologue du Cirad qu'en matière de politique publique, « *il faut dépasser l'échelle de la parcelle ou de la ferme et programmer des mesures à l'échelle des territoires, la plus adéquate en termes de gestion des ressources naturelles, des paysages, des réseaux de connaissances, et de l'organisation du commerce de proximité* ». Une autre conclusion de sa recherche, certainement généralisable en dehors de l'Amérique latine, est la nécessité de « *réunir les systèmes de production alternatifs, a minima entre l'agroécologie et l'agriculture biologique* », et de « *mieux coordonner la mise en œuvre et le suivi des politiques entre les différents ministères* ».

Comme le conclut IPES-Food dans son rapport, les politiques publiques mises en place doivent être « *incitatives, cohérentes et se renforcer mutuellement* », afin de « *remplacer les cercles vicieux de l'agriculture industrielle par de nouveaux cercles vertueux en faveur de l'agroécologie* ». De telles politiques sont essentielles pour créer un environnement favorisant une transition rapide et un véritable changement d'échelle de l'agroécologie. ◆

Rédaction : Patrick Veillard

